

Lettre ouverte à Jean CASTEX : L'écologie à l'heure de la vérité budgétaire

11 septembre 2020

Monsieur le Premier Ministre,

Alors que nos compatriotes constatent chaque jour que dérèglement climatique et effondrement de la biodiversité sont plus prégnants que jamais ;

Alors que vous avez défendu dans la presse estivale « *une écologie de proximité, de quartier et de terrain, rassemblant l'ensemble des acteurs d'un territoire pour bâtir un véritable plan de transition écologique autour d'éléments aussi concrets que la rénovation thermique, les circuits courts, les pistes cyclables, les économies d'énergie, l'artificialisation des terres, les énergies renouvelables* » ;

Au moment où vous publiez votre plan de relance dans lequel vous érigez la transition écologique au rang d'objectif stratégique ;

Des informations concordantes nous laissent penser que vous allez continuer à faire supporter au ministère de l'écologie une baisse drastique de ses effectifs, sans aucune inflexion sur le schéma d'emploi des années précédentes!

Monsieur le Premier ministre, la FSU de la transition écologique, de la cohésion des territoires et de la mer vous rappelle l'hécatombe vécue depuis près de dix ans et la déconstruction lente et inexorable de ces ministères. Vous ne pouvez pas ignorer que services et établissements publics de ce pôle ministériel ont subi ces dernières années des baisses d'effectifs supérieurs à 20% les fragilisant considérablement.

Nombre d'entre eux ne sont déjà plus en capacité de remplir correctement les missions qui leurs sont confiées.

Or, l'action de ces services est tout à fait indispensable pour mener à bien ces politiques. Elle l'est encore plus aujourd'hui si vous voulez que l'argent public du plan de relance soit utilisé à bon escient, rationnellement et dans un souci d'efficacité maximum. L'exemple désastreux du plan « isolation à 1 Euro » nous montre à quel point la présence régulatrice de l'Etat est indispensable !

*Vous avez un moyen de satisfaire à vos objectifs de cohésion territoriale et d'obtenir des résultats tangibles sans gabegie financière : le **service public de l'environnement**, à même d'inciter, accompagner, conseiller, contrôler l'ensemble des acteurs publics et économiques.*

Si ces informations venaient à se confirmer , l'ensemble de vos discours depuis votre nomination serait à ranger dans la case « mensonges » destinée à duper les français.

Elles feraient perdre toute crédibilité à l'engagement écologique du Président de la République et de votre gouvernement.